

**Ordonnance n°007/PR/2014 portant modification et suppression de certaines dispositions de la  
Loi N°001/2005 du 4 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 001/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la Fonction Publique, ensemble des textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi n° 012/2014 du 1<sup>er</sup> août 2014 autorisant le Président de République à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire ;

Vu la Loi n° 8/91 du 26 septembre 1991 portant statut général des fonctionnaires, ensemble des textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi n° 3/88 du 31 juillet 1990 fixant les conditions générales d'emploi des Agents Contractuels de l'Etat ;

Vu la Loi n° 14/2005 du 8 août 2005 portant Code de déontologie de la Fonction Publique ;

Vu le Décret n° 0033/PR du 24 janvier 2014 portant nomination de Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret n°0040/PR du 28 janvier 2014 portant nomination des Membres du Gouvernement de la République ;

Le Conseil des Ministres consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

**ORDONNE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le Chapitre VIII du Titre III et les articles 172 et 188 de la Loi n° 001/2005 du 4 février 2005 susvisée sont modifiés et se lisent désormais comme suit :

« **Chapitre VIII du Titre III nouveau : Des avantages et récompenses** ».

« **Article 172 nouveau** » : La cessation définitive des fonctions entraîne la perte de la qualité d'Agent public et la radiation. »

« **Article 188 nouveau** » : En cas de maladie ou d'accident étranger au service, l'Agent public peut également être mis en congé de maladie. Il doit, à cet effet, fournir un certificat médical délivré par un médecin agréé.

La durée de ce congé est d'un mois renouvelable dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Pendant les trois premiers mois, l'Agent contractuel perçoit la rémunération due au titre de son contrat.

A l'issue du troisième mois, si l'Agent public est inapte à reprendre le service, ses droits à émoluments cessent et le contrat est dénoncé.

L'Agent public perçoit alors l'équivalent de trois mois de rémunération correspondant au délai de préavis.

**ARTICLE 2 :** L'article 86 de la Loi n° 001/2005 du 4 février 2005 susvisée est supprimé.

**ARTICLE 3 :** Des textes réglementaires, pris sur proposition conjointe des Ministres chargés de Budget et de la Fonction Publique, fixent les modalités d'apurement ou de règlement des situations constitutives de droits acquis des Agents éligibles à l'indemnité de services rendus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

**ARTICLE 4 :** La présente ordonnance, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de la Loi n°001/2005 du 4 février 2005 susvisée, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 20 août 2014

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat

**Ali BONGO ONDIMBA**

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement  
**Pr. Daniel ONA ONDO**

Le Ministre de la Fonction Publique, de la Réforme  
Administrative et de la Modernisation des Cadres  
Juridiques et Institutionnels  
**Serge Maurice MABIALA**

Le Ministre des Relations avec les Institutions Constitutionnelles  
**Denise MEKAM'NE EDZIDZIE**

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux  
**Séraphin MOUNDOUNGA**